



ASSEMBLÉE NATIONALE

16ème législature

Convention citoyenne pour l'éducation

Question au Gouvernement n° 1907

Texte de la question

CONVENTION CITOYENNE POUR L'ÉDUCATION

Mme la présidente . La parole est à M. Jean-Claude Raux.

M. Jean-Claude Raux . Monsieur le Premier ministre, quelles œillères portez-vous pour ne pas voir l'autre colère qui monte ? Cette colère, c'est celle des parents et des élèves, celle des enseignants et des personnels de direction, celle de toutes celles et tous ceux qui se mobilisent pour l'avenir de nos enfants, et qui s'exprime à travers des rassemblements partout en France et des « collèges morts » à Vallons-de-l'Erdre, à Crest ou à Pontcharra.

Cela ne m'arrive pas souvent mais aujourd'hui, monsieur le Premier ministre, je suis en colère ! C'est une colère profonde, parce qu'à chacune de vos annonces incantatoires, ce sont les valeurs que j'ai fait vivre en tant qu'enseignant, celles que défend la communauté éducative, qui sont ébranlées.

L'école que nous voulons pour notre jeunesse est une école garante de l'égalité, une école ouverte et inclusive, une école où la liberté pédagogique reste de mise, au service de l'émancipation et de la réussite de tous les élèves. Vous préférez le fracas des annonces, pour une école fracassée. Vous devriez avoir en mémoire le fiasco de la réforme Blanquer et pressentir les fiascos à venir, notamment ceux des stages de reconquête du mois de juin et du choc des savoirs. Dans les deux cas, les chefs d'établissement vont s'arracher les cheveux pour organiser une garderie géante ou mettre en œuvre une réforme inapplicable, celle des groupes de niveau, dont personne ne veut.

Dans l'improvisation, loin du terrain, vous dessinez une école qui fermera des portes – à commencer par celles du lycée –, qui renforcera très tôt le sentiment d'échec et qui actera le tri social.

Quand vous vous en prenez aux fondements de l'éducation nationale, les parlementaires écologistes saisissent le Conseil d'État. Quand vous faites contre tout le monde, je veux faire avec chacune et chacun.

Si nous voulons une école qui permette de faire société, la société doit faire l'école. Êtes-vous prêt à lancer une convention citoyenne pour l'éducation ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe Écolo-NUPES et sur quelques bancs du groupe GDR-NUPES. – M. Inaki Echaniz applaudit également.*)

Mme la présidente . La parole est à M. le Premier ministre.

M. Gabriel Attal, Premier ministre . Ce qui m'indigne et me bouleverse, pour ma part, c'est que près d'un tiers d'élèves ne sachent pas lire, écrire et compter correctement à la sortie du collège. (« *Eh oui !* » et *applaudissements sur les bancs du groupe RE.*)

On ne peut pas dans une intervention donner le sentiment que la situation actuelle est satisfaisante pour nos élèves !

Mme Julie Laernoès . C'est parce que vous détruisez tout !

M. Philippe Ballard . Ça fait combien de temps que vous êtes au pouvoir ? Le bilan est nul !

M. Gabriel Attal, Premier ministre . La réalité, c'est que le collège actuel ne parvient pas à réduire les inégalités que l'on constate à l'entrée en sixième. La réalité, c'est que quand on a dans une même classe des élèves qui ne savent pas lire et d'autres qui lisent très correctement, on n'arrive à faire progresser personne. (*Exclamations sur les bancs des groupes Écolo-NUPES et LR.*)

Mme Julie Laernoès . Ce n'est pas vrai ! Aucune science de l'éducation ne le dit !

M. Gabriel Attal, Premier ministre . Ce sont les enseignants eux-mêmes qui me l'ont dit, à de très nombreuses reprises. Ils l'ont d'ailleurs confirmé dans le cadre d'une consultation numérique, à l'issue de laquelle 250 000 d'entre eux ont jugé que la constitution de groupes de niveaux était une mesure profondément sociale,...

Mme Julie Laernoès . Elle est profondément injuste !

M. Gabriel Attal, Premier ministreparce qu'elle permettra de créer des postes supplémentaires dans les territoires où les élèves rencontrent le plus de difficultés, notamment dans l'apprentissage de la lecture, de l'écriture et du calcul. Enfin, on va pouvoir faire progresser tout le monde !

Mme Julie Laernoès . Vous êtes en train de tout casser !

M. Gabriel Attal, Premier ministre . Ce que je souhaite, c'est relancer l'ascenseur scolaire. (*Exclamations sur les bancs des groupes LFI-NUPES et Écolo-NUPES.*)

Mme Julie Laernoès . L'ascenseur scolaire ? Il n'existe pas !

M. Gabriel Attal, Premier ministre . Mon objectif est de faire en sorte que le collège permette à chacun de progresser, de s'élever, de trouver sa voie, et cela grâce aux moyens que nous donnons pour accompagner ceux qui en ont le plus besoin.

Mme Julie Laernoès . Écoutez les enseignants ! Ils sont proches des élèves !

M. Jean-René Cazeneuve et M. Didier Parakian . Et vous, écoutez la réponse !

M. Gabriel Attal, Premier ministre . Nous l'avons déjà fait à l'école primaire avec le dédoublement des classes dans les réseaux d'éducation prioritaire et dans les réseaux d'éducation prioritaire renforcés. Grâce aux 2 500 postes supplémentaires créés pour mettre en place les groupes de niveaux, les classes seront presque dédoublées dans les territoires REP et REP+ pour les cours de français et de mathématiques. Il y aura plus d'accompagnement, plus d'enseignants auprès des élèves, pour les faire progresser.

Mme Julie Laernoès . Vous savez ce qu'est l'école publique ?

Mme la présidente . Madame Laernoès, s'il vous plaît !

M. Gabriel Attal, Premier ministre . Quant aux stages, l'un des grands problèmes auxquels nous sommes confrontés en France, c'est celui de l'orientation.

Mme Julie Laernoès . C'est votre bilan !

M. Gabriel Attal, Premier ministre . Dans les pays qui réussissent mieux que nous en la matière, on applique une mesure assez simple : l'organisation de stages en milieu professionnel.

Mme Julie Laernoès . Les stages creusent les inégalités !

M. Gabriel Attal, Premier ministre . En Suède, en Allemagne, aux Pays-Bas, ils représentent cinq ou six semaines dans la scolarité d'un élève en voie générale. (*Mme Danielle Brulebois applaudit.*) En France, celui-ci avait jusqu'à présent un stage d'une semaine en troisième. Oui, j'assume de dire que le nouveau stage en fin de seconde sera bénéfique pour nos élèves, bénéfique pour nos entreprises, bénéfique pour nos administrations. (Vives exclamations sur les bancs des groupes LFI-NUPES et Écolo-NUPES.)

Mme la présidente . Chers collègues, s'il vous plaît !

M. Gabriel Attal, Premier ministre . Tout le monde est mobilisé pour garantir aux élèves qu'ils trouveront un stage. Qu'ils puissent découvrir des horizons nouveaux, s'interroger sur leur orientation, trouver des idées, en écarter d'autres : voilà la priorité. Pourquoi s'opposer à cette mesure de bon sens, qui est dans l'intérêt des jeunes ? (*Mêmes mouvements. - Brouhaha.*)

Un député du groupe LR . Dehors !

M. Erwan Balanant . Chers collègues, des élèves nous regardent !

M. Gabriel Attal, Premier ministre . Je me battrais toujours pour un environnement pacifié à l'école, où chacun s'écoute. En vous regardant, je me rends compte que nous sommes bien les seuls à défendre ce modèle ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes RE et Dem.*)

Mme la présidente . Comme chaque mercredi, les élèves sont très nombreux dans les tribunes. Sachons leur montrer l'exemple ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes RE, LR, Dem et HOR. – M. Bertrand Petit applaudit également. – Mme Elsa Faucillon se tourne vers les bancs des groupes RN et LR et applaudit aussi.*)

Données clés

Auteur : [M. Jean-Claude Raux](#)

Circonscription : Loire-Atlantique (6^e circonscription) - Écologiste - NUPES

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1907

Rubrique : Enseignement

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 30 mai 2024

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 30 mai 2024